

J85
MAINTIEN EN PUISSANCE DES GROUPES
DE PROPULSION
(MPGP)

APPENDICE 2

PROCESSUS RELATIFS À LA PRÉVISION
ANNUELLE DES ACTIVITÉS
ET
AUX ORDRES DE MODIFICATION

Annexe A, Appendice 2 – Processus relatifs à la prévision annuelle des activités et aux ordres de modification du MPPG J85

2 Processus relatifs à la prévision annuelle des activités et aux ordres de modification

2.1 Introduction

2.1.1 Le présent appendice a pour but de donner des instructions sur les processus relatifs à la prévision annuelle des activités (PAA) et aux ordres de modification.

2.1.2 Le cycle général des PAA est illustré à la figure 1.

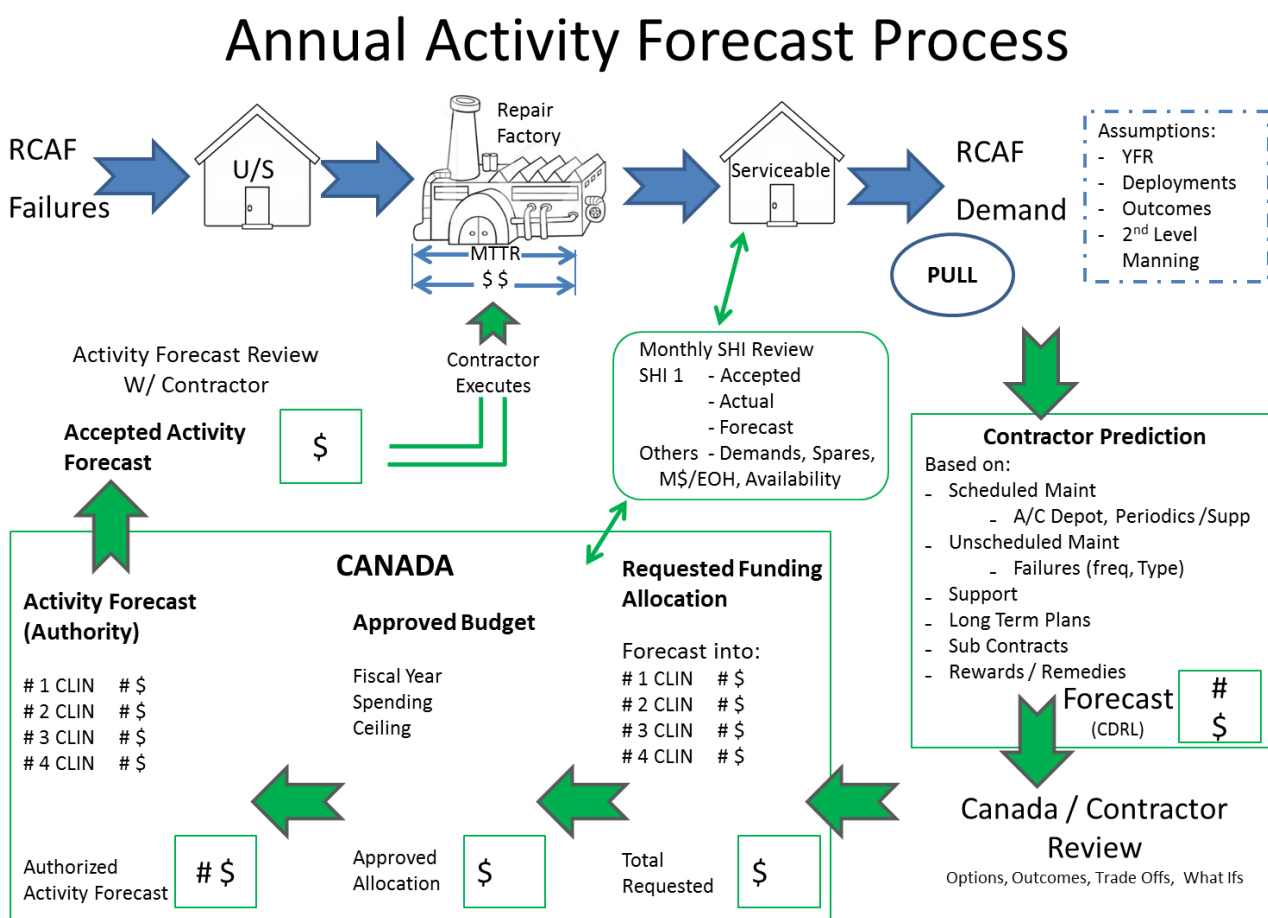


Figure 1 : Cycle de la prévision annuelle des activités

Annexe A, Appendice 2 – Processus relatifs à la prévision annuelle des activités et aux ordres de modification du MPPG J85

2.2 Processus de prévision annuelle des activités

2.2.1 Introduction

2.2.2.1 Tout au long de la vie utile de l'aéronef CT114, le Canada a dirigé et géré le plan de maintenance des systèmes du GP J85 en procédant à une analyse ascendante des données logistiques afin de déterminer les coûts de réparation moyens. Dans le cadre du contrat actuel, l'entrepreneur a la responsabilité de toutes les activités de planification et de prévision et, à ce titre, le processus de prévision annuelle des activités (PAA) est adopté pour procurer au Canada de la visibilité à l'égard des activités prévues et des coûts connexes.

2.2.2 Directive de planification du Canada

2.2.2.1 Au 1^{er} octobre de chaque année financière (AF), le Canada fournit une directive de planification à l'entrepreneur afin que celui-ci puisse amorcer la PAA pour l'AF suivante. La directive de planification est fournie conformément à la liste des intrants de PAA figurant à l'annexe A, section 3.

2.2.3 Ébauche de la prévision annuelle des activités

2.2.3.1 Avant le 1^{er} novembre de chaque année financière, l'entrepreneur fournira une ébauche de la prévision annuelle des activités, conformément à ce que prévoit la liste des données essentielles au contrat (PM-002).

2.2.3.2 La prévision annuelle des activités est la prévision de l'entrepreneur relativement au degré d'effort requis pour atteindre les résultats prévus au contrat (définis à l'annexe D et confirmés de nouveau dans la directive de planification) au cours de l'AF suivante. La prévision annuelle des activités doit donc montrer comment l'entrepreneur interprète les données fournies par le MDN pour en arriver à un degré d'effort, selon la portée des travaux précisée dans l'énoncé du travail à exécuter, qui permettra d'atteindre les résultats prévus dans son contrat.

2.2.3.3 Lors de l'élaboration de la prévision annuelle des activités, l'entrepreneur doit utiliser toutes les données historiques disponibles et tous les plans à court et à long terme (y compris les besoins en maintenance à venir, les taux historiques de défaillance et le calendrier d'achats de pièces, etc.), de manière à faire une prévision exacte.

2.2.3.4 La prévision annuelle des activités doit comporter une justification claire et bien fondée du coût prévu du contrat de MPPG J85 pour l'année financière à venir.

2.2.4 Examen de la prévision annuelle des activités

2.2.4.1 À la réception de l'ébauche de la PAA, le Canada examine la présentation.

2.2.4.2 Le Canada et l'entrepreneur tiennent ensuite des discussions visant à faire en sorte que le degré de production, le degré d'effort, le calendrier des travaux et les coûts proposés soient raisonnables et conformes à la directive donnée.

Annexe A, Appendice 2 – Processus relatifs à la prévision annuelle des activités et aux ordres de modification du MPGP J85

2.2.4.3 Le processus d'examen de la prévision annuelle des activités comprend une étude des options à envisager pour réduire ou augmenter le coût du maintien en puissance, ainsi qu'une analyse des éventuelles répercussions sur les résultats prévus au contrat, des compromis à envisager et des scénarios hypothétiques. Au cours de ces discussions, l'entrepreneur doit être en mesure d'expliquer, justifications à l'appui, comment des modifications apportées au niveau de financement pourraient nécessiter des compromis ou des rajustements en ce qui concerne les résultats prévus dans le contrat.

2.2.4.4 Le Canada fournit une rétroaction finale résultant des discussions au plus tard le 1^{er} décembre de chaque AF.

2.2.5 Approbation du financement

2.2.5.1 L'entrepreneur doit mettre la PAA à jour en fonction de la rétroaction du Canada et soumettre une version définitive de la PAA au plus tard le 1^{er} mars.

2.2.6 Version définitive de la prévision annuelle des activités

2.2.6.1 Le Canada utilise la version définitive de la PAA comme document de planification pour demander l'approbation du financement du contrat de MPGP J85 pour l'AF suivante. Lorsque le financement est obtenu, le Canada établit une modification au contrat afin d'attribuer les fonds à l'entrepreneur selon le coût convenu dans la version définitive de la PAA pour l'AF suivante. La modification au contrat doit être établie au plus tard à la fin de la troisième semaine de mars pour l'AF suivante, sous réserve des contraintes de la planification budgétaire du MDN.

2.2.7 Exécution

2.2.7.1 L'entrepreneur débutera les travaux le 1^{er} avril de la nouvelle AF.

2.2.7.2 Paragraphe en banc intentionnellement.

2.2.7.3 La PAA n'est pas tenue à jour ni mise à jour en cours d'exercice, puisqu'elle a seulement pour but de déterminer les affectations financières nécessaires si l'on veut atteindre les résultats prévus au contrat, en fonction des besoins du Canada, pour une AF donnée. Les progrès enregistrés au chapitre de la PAA feront l'objet de rapports selon l'indicateur de l'intégrité des systèmes-1 figurant à l'annexe D (spécifications de la gestion du rendement).

2.2.7.4 Nonobstant le paragraphe 2.2.7.3, des changements en cours d'exercice à la directive de planification du Canada (tels qu'une augmentation ou une diminution importante du contingent annuel d'heures de vol, un changement permanent dans l'engagement touchant la production pour la maintenance de deuxième ligne, un changement aux fonds alloués (voir plus bas), etc.), obligent à amorcer et à suivre un processus d'ordre de modification.

2.3 Processus des ordres de modification

2.3.1 Le processus des ordres de modification a pour objet de permettre des changements en cours d'exercice aux paramètres de la directive de planification initialement fournie par le Canada en vue d'amorcer le processus de PAA.

2.3.2 Un ordre de modification peut être demandé soit par le Canada, soit par l'entrepreneur.

Annexe A, Appendice 2 – Processus relatifs à la prévision annuelle des activités et aux ordres de modification du MGP J85

- 2.3.3 Voici des exemples de facteurs éventuels qui pourraient donner lieu à un ordre de modification : des changements dans le budget, des changements dans le contingent annuel d'heures de vol, des changements dans la disponibilité de l'effectif de l'ARC en deuxième ligne ou des circonstances imprévues indépendantes de la volonté de l'entrepreneur telles que des réductions de la durée de vie utile imposées par le FEO, etc.
- 2.3.4 Un ordre de modification obligatoire est nécessaire lorsque qu'il est prévu que les heures de vol actuelles ou CAHV vont différer de plus de 15% en comparaison avec les heures de vol planifiées ou CAHV.
- 2.3.5 L'entrepreneur peut ajuster les quantités à réparer spécifiées dans la PAA approuvée sans le consentement de Canada, en autant que les quantités à réparer ne dépassent pas +/- 10% des quantités à réparer dans la PAA et qu'elles n'impliquent pas une augmentation des fonds approuvés dans la PAA. Canada doit être informé de l'ajustement à la prochaine réunion d'examen de l'avancement des travaux. Les changements de quantités à réparer en excès de +/- 10% requièrent un ordre de modification et l'approbation de Canada.
- 2.3.6 Une ébauche d'ordre de modification est rédigée par l'entrepreneur conformément à la LDEC PM-006 et elle doit énoncer en détail les répercussions financières de la modification au regard des fonds auparavant alloués.
- 2.3.7 L'ébauche d'ordre de modification est soumise à l'examen du Canada. Il s'ensuit des discussions et des négociations au cours desquelles l'entrepreneur doit être en mesure de justifier le degré d'effort et les coûts associés à la modification.
- 2.3.8 Lorsque l'ordre de modification implique un changement aux fonds alloués, la version définitive de l'ordre de modification doit être approuvée par une modification du contrat. Lorsqu'il n'y a pas de changement aux fonds alloués, l'ordre de modification doit être approuvé par écrit par l'AT.